

PLAN GENERAL DE COORDINATION SPS Catégorie 2

Construction de 12 logements collectifs à Bouchet

N° du Dossier : 2024018



Coordonnées du Maître d'ouvrage

ADIS SA HLM
Monsieur FRANCONVILLE
26, Allée de la Guinguette CS 50063
07205 AUBENAS CEDEX

Document établi à LIVRON SUR DROME le 30/08/2024

Document établi à LIVRON-SUR-DROME, le 30/08/2024

Objet : PGC

Chantier : Construction de 12 logements collectifs à Bouchet

Nos références : 2024018

Vos références :

A l'attention de Monsieur FRANCONVILLE

Monsieur FRANCONVILLE,

Conformément à notre contrat et suite aux derniers éléments transmis, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, un exemplaire du Plan Général de Coordination Catégorie 2 Bâtiment.

Un exemplaire est destiné à votre dossier. Une copie a été adressée par mail à la maîtrise d'œuvre ce jour pour la reproduction et insertion dans le dossier de consultation des entreprises.

Vous souhaitant bonne réception de ce document, et restant à votre disposition,

Veuillez agréer, Monsieur mes sincères salutations.

CAZORLA CHRISTOPHE

Coordonnateur SPS

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION
En Matière de Sécurité et de
Protection de la Santé

NIVEAU : Catégorie 2 Bâtiment
R 4532-43



Construction de 12 logements collectifs à Bouchet

rue du Coudair
26790 BOUCHET

Date : 30/08/2024
N° du Dossier : 2024018
Vos références :

Maitre d'ouvrage

ADIS SA HLM
26, Allée de la Guinguette CS 50063
07205 AUBENAS CEDEX

Maitre d'œuvre



AM2V ARCHITECTES SARL
28, Avenue Félix Chalamel
07700 BOURG SAINT ANDEOL

Le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection est un document appelé à évoluer

Version	Observations	Date
Version initiale		30/08/2024

Etabli conformément aux Article R 4532-42 à R 5632-51 du décret 2008-244 du 7 mars 2008 en application le 1er mai 2008

REGLES COMMUNES

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de la Loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et son décret d'application n° 94-1159.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention :

- a) Éviter les risques,
- b) Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
- c) Combattre les risques à la source,
- d) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
- e) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- g) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- h) Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
- i) Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes a, b, c, e, f, g et h sont applicables au maître d'ouvrage, aux maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes a, b, c, d, e, f, g, h et i sont applicables aux entrepreneurs ; les principes a, b, c, e et f sont applicables aux travailleurs indépendants.

Objet : Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité de Protections de la Santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures de coordination propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier ou **la succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Accès à l'opération : Les entreprises titulaires et sous-traitantes n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier même s'il existe des contraintes de délais.

Responsabilités : L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie Civil (article L 4352-6 du code du travail).

Textes applicables :

Lois, décrets et règlements concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

CODE DU TRAVAIL avant et après mai 2008- IVème partie Santé Sécurité au Travail.

Nota : cette opération a été confiée au coordonnateur SPS en phase APD

SOMMAIRE

CHAPITRE I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX ET ADMINISTRATIFS.....	4
A) PRÉSENTATION ET SITUATION.....	4
B) CALENDRIER PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX EN RÉALISATION.....	4
C) AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES	4
D) MOYENS ET AUTORITÉS DU COORDONNATEUR SPS DÉFINIS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE	5
1) Les principales obligations du maître d'ouvrage.....	5
2) Autorité conférée au coordonnateur SPS définie par le maître d'ouvrage.....	5
3) De la part du Maître d'œuvre	6
4) De la part des titulaires des marchés.....	6
E) INTERVENANTS SUR LE CHANTIER	6
CHAPITRE II - ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER.....	7
A) PRÉAMBULE.....	7
B) BASE VIE.....	7
C) INSTALLATIONS OBLIGATOIRES SUR LES CHANTIERS DU BTP.....	7
D) ARMOIRE SÉCURITÉ SUR CHANTIER.....	9
E) TRAVAIL DE NUIT	10
F) GARDIENNAGE – CLÔTURES DE CHANTIER	10
G) MILIEU DANS LEQUEL SE DÉROULE L'OPÉRATION.....	10
H) ORGANISATION DU CHANTIER	10
CHAPITRE III - MESURES DE COORDINATION	11
A) PRÉAMBULE.....	11
B) GÉNÉRALITÉS.....	11
C) RISQUES MAJEURS LIÉS AUX COACTIVITÉS SIMULTANÉES OU SUCCESSIVES.....	12
D) LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFÉRENTS MATÉRIAUX ET MATÉRIELS EN PARTICULIER POUR CE QUI CONCERNE L'INTERFÉRENCE DES APPAREILS DE LEVAGES SUR LE CHANTIER OU À PROXIMITÉ, AINSI QUE LA LIMITATION DU RECOURS AUX MANUTENTIONS MANUELLES.....	13
E) DÉLIMITATION ET L'AMÉNAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGES ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFÉRENTS MATÉRIAUX, EN PARTICULIER S'IL S'AGIT DE MATIÈRES OU DE SUBSTANCES DANGEREUSES.....	14
F) LES CONDITIONS D'ENLÈVEMENT DES MATÉRIAUX DANGEREUX UTILISÉS.....	16
G) L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCÈS PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ÉLECTRIQUE GÉNÉRALE	16
H) MESURES DE COORDINATION AFFECTÉES À DES LOTS.....	17
I) RISQUES ET MESURES PRÉCONISÉES OU EXPRESSION DE LA RÈGLE	17
J) LES RÈGLES QUI SAUVENT – ENGAGEMENT DES ENTREPRISES.....	17
CHAPITRE IV - RENSEIGNEMENTS DE SANTÉ ET DE SECOURS	18
A) PRÉAMBULE.....	18
B) PRÉVENTION DES RISQUES ET MALADIES PROFESSIONNELLES.....	18
CHAPITRE V - MODALITÉ DE COOPÉRATION ; ARTICLE R 4532-6.....	20
A) PRÉAMBULE.....	20
CHAPITRE VI - COLLÈGE INTERENTREPRISES DE SÉCURITÉ, DE SANTÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	22
CHAPITRE VII - ANNEXES	23
A) LISTE DES ANNEXES.....	23
B) LISTE DES ENTREPRISES DÈS QUE RETENUES.....	23
C) TRAME DU PPSPS.....	23

CHAPITRE I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX ET ADMINISTRATIFS
Complétant notamment la déclaration préalable**A) Présentation et situation**

Le présent marché consiste à réaliser : Construction de 12 logements collectifs en R+2

Les travaux sont situés :
rue du Coudair
26790 BOUCHET

B) Calendrier prévisionnel des travaux en réalisation

Les travaux se dérouleront dans un délai de 18 mois.

Les travaux devraient commencer (prévision) le 01/10/2024.

Le calendrier des travaux lot par lot se trouve en annexe du DCE ; celui-ci sera harmonisé avec le planning de coactivité.

Phasage de l'opération

Les travaux se dérouleront en 1 phases, en Lots séparés et en 14 lots.

N° de lot	Nom du lot
0	
02	Gros Oeuvre
03	Charpente bois Couverture zinguerie
04	Etanchéité
05	enduit de façades - peintures extérieures
06	Menuiseries Extérieur PVC
07	Menuiseries intérieur bois
08	Métallerie
09	Faux plafond - Doublages - Cloisons
10	Enduits Peintures
11	Revêtement de sols carrelage - Faïence
12	Ascenseur
13	Chauffage - ventilation - Plomberie - Sanitaire
14	Electricité - Courants Forts - Courants Faibles

Mode de consultation, de passation et type de marchés

Mode de consultation	Mode de passation des marchés	Types de marchés
Marché public	Lots séparés	Public

Classement du chantier : Le Maître d'ouvrage a classé le chantier en Catégorie 2

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

Après étude du dossier et des documents qui m'ont été remis en APD, il en ressort en effectif global de 2021 journées/ hommes confirmant que l'opération est bien en Catégorie 2 Bâtiment.

Nombre d'entreprises en même temps : 12 (hors sous-traitants)

Effectif prévisionnel en pointe : 10 hommes/ jour

C) Autorisations administratives

Sous la responsabilité du maître d'ouvrage

Déclaration préalable (L 4532-1 et 2 du code du travail)

La déclaration préalable sera faite par le maître d'ouvrage à l'inspection du Travail, à la CARSAT et à l'OPPBTP. Observation : la déclaration préalable est faite par le Maître d'ouvrage à l'envoi de la demande de permis de construire ou 30 jours avant le début des travaux s'il n'y a pas de permis de construire.

Sous la responsabilité des entreprises

Demande de renseignements par le Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communiquera aux entreprises le Numéro de la Déclaration des Travaux (DT) afin que les entreprises puissent réaliser les DICT auprès de l'ensemble des concessionnaires

Demande de renseignements par les entreprises

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des travaux : DICT : à demander en phase de préparation de chantier par l'entrepreneur concerné à l'ensemble des concessionnaires concernés. Elle sera valable 3 mois et devra être reconduite si nécessaire.
Sites à consulter – voir article E- Services extérieurs et concessionnaires

Chaque entreprise concernée devra déposer une DICT avant le démarrage des travaux.
Les entreprises employant sur le chantier plus de 10 salariés pendant au moins une semaine devront adresser une déclaration d'ouverture de chantier aux organismes institutionnels de la prévention.
Les demandes d'arrêtés ou d'autorisations de voiries sont à effectuer auprès des services techniques de la ville BOUCHET auprès du Conseil Général du département ou au Conseil Régional de la région, à la DIRSO, SNCF etc...

PPSPS des entreprises

Chaque entreprise devra adresser son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé à L'Inspection du Travail et aux autres organismes de prévention ainsi que les copies nécessaires au coordonnateur pour diffusion aux autres entreprises.
Situation de danger grave et éminent : droit de retrait.
Dispositif des articles L 4131-3 du code du travail.

Premières consignes

Les réseaux existants doivent être tracés au sol avant les premiers coups de pelle.
Pour Les réseaux aériens ; ils devront être protégés, déplacés ou un portique sera installé.
L'ensemble de ces mesures devront être réalisées avant toute intervention de matériel.

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME
Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr
Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

D) Moyens et autorités du coordonnateur SPS définis par le maître d'ouvrage**1) Les principales obligations du maître d'ouvrage****Obligation de faire :**

- Appliquer les PGP (Principes Généraux de Préventions) Article L 4531-1
- Déclarer les opérations de niveau I et II Article L 4531-1 à 2
- Désigner le Coordonnateur SPS compétant doté de l'autorité et des moyens nécessaires à sa mission (Article R 4532-25 et R 4532-26)
- Réaliser les VRD préalables pour les opérations de bâtiment > 760 000 € Article R 4533-1 à 7
- Organiser les rapports entre maître d'œuvre, entreprises et coordonnateurs SPS Article R 4532-6
- Conserver le PGC pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage Article R 4532-51
- Conserver et transmettre le DIUO Article R 4532-16
- Constituer le CISSCT pour les opérations de 1ere catégorie Article L 4532-10
- Se concerter avec les autres maîtres d'ouvrage en cas de pluralité d'opérations, avec risque d'interférences Article L 4531-3
- Veiller à la mise en application des principes généraux de prévention Article L 4531-1
- Faire établir le PGC par le Coordonnateur SPS et le joindre au dossier de consultation des entreprises Article R 4532-42
- Faire ouvrir le registre journal de la Coordination par le Coordonnateur SPS Article R 4532-38
- Faire constituer le DIUO par le Coordonnateur SPS Article R 4532-95

2) Autorité conférée au coordonnateur SPS définie par le maître d'ouvrage.

- Le Maître d'Ouvrage confère au coordonnateur autorité par rapport à l'ensemble des intervenants dans l'opération, titulaire du marché, entrepreneurs co-traitants ou sous-traitants, employeurs ou travailleurs indépendants.
- Pendant la durée de l'exercice de sa mission, s'il constate la présence d'un danger grave, le coordonnateur disposera de l'autorité nécessaire pour :
 - Demander à tout intervenant qui ne respecterait pas les mesures de coordination ou les procédures de travail ou ses obligations en matière de sécurité et de santé de s'y soumettre sans délai,

3) De la part du Maître d'œuvre

- Le nom et les coordonnées des entreprises devant travailler sur le chantier,
- Les comptes-rendus des réunions de chantier,
- Les mises à jour du planning général des travaux.

4) De la part des titulaires des marchés

- Les plannings détaillés de réalisation des travaux ainsi que leurs mises à jour,
- La liste tenue à jour des sous-traitants devant intervenir sur le chantier ainsi que les travailleurs indépendants (noms, adresses, activités, noms des responsables, dates et durées approximatives d'interventions, effectif prévisible).

E) Intervenants sur le chantier**Intervenants sur le chantier (maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvres, Coordonnateur SPS)**

Maître d'ouvrage		
Coordonnées de la maîtrise d'ouvrage		Tel / Email
	Mandataire ADIS SA HLM 26, Allée de la Guinguette CS 50063 07205 AUBENAS CEDEX	Monsieur FRANCONVILLE Maxime Monteur d'opération Tel : 04 75 72 00 22 Mob : Email : maxime.franconville@gie-adis.fr

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME


Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €


PGCSPS Catégorie 2

Construction de 12 logements collectifs à Bouchet - N° du Dossier : 2024018

Maître d'Œuvre

Coordonnées de la maîtrise d'œuvre		Contact	Tel / Email
	Mandataire AM2V ARCHITECTES SARL 28, Avenue Félix Chalamel 07700 BOURG SAINT ANDEOL	Monsieur VIRY Antoine	Tel : 04 75 54 76 25 Mob : 06 04 42 78 32 Email : agence@am2v-archis.fr

Coordonnateur

Coordonnées du Coordonnateur SPS		Contact	Tel / Email
	Mandataire ATTEST	Monsieur CAZORLA christophe	Tel : 06 71 34 07 02 Mob : 06 71 34 07 02 Email : contact@attest-expertise.fr

Intervenants sur le chantier (maîtrise de chantier, contrôle etc...)

Coordonnées des intervenants		Tel/Email
	Economiste SOVEBAT EURL	Tél : 04 75 43 20 40 Email : secretariat@sovebat.fr
	Bureau d'étude ADUNO	Tél : 04 75 04 60 81 Email : etudes.elec@aduno.fr
	Bureau d'étude ADUNO	Tél : 04 75 04 60 81 Email : etudes.elec@aduno.fr
	Bureau d'étude BET MATHIEU	Tél : 04 75 43 30 31 Email : contact@bureaumathieu.fr
	Bureau d'étude 3D INFRASTRUCTURE (VRD)	Tél : 04 77 22 15 52 Email : s.caleyron@3dinfrastructure.fr
	Bureau de contrôle QUALICONSLT	Tél : 04 75 82 12 11 Email : valence.qc@qualiconsult.fr

ATTEST



26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

PGCSPS Catégorie 2

Construction de 12 logements collectifs à Bouchet - N° du Dossier : 2024018

	OPPBTP OPPBTP	Tél : 04 76 46 92 68 Email :
	CARSAT CARSAT DROME ARDECHE	Tél : 04 75 83 91 40 Email :
	Inspection du travail DDETS uc2	Tél : 04 26 52 68 00 Email : ddets-uc2@drome.gouv.fr

Intervenants sur le chantier (services)

Services de secours

Raison sociale Secours	Tel / Email
CLINIQUE KENEDY - SOS MAINS Avenue John Fitzgerald Kennedy 26200 MONTELIMAR	Tel : 04 75 00 35 00 Email :

Services extérieurs et concessionnaires

Raison Sociale concessionnaire	Tel / Email
GRDF VALENCE	Tel : 0 800 47 33 33 Email :

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME
Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr
Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

CHAPITRE II - ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER

A) Préambule

D'une manière générale les travaux se déroulent de la façon suivante ;

- Mise en place de la signalisation d'approche de l'opération
- Mise en place des clôtures de chantier
- Terrassements généraux y compris au niveau de la base vie et des cantonnements
- Empierrements
- Réalisation des réseaux de la base vie
- Réalisation des réseaux primaires
- Mise en place du panneau de chantier
- Mise en place de la base vie
- Démarrage de l'opération.
- L'ensemble de ces mesures sont soumises aux plannings de l'opération (voir DCE)

B) Base vie

Installations de la base vie : Chantier toujours propre et rangé

Le plan type de chaque installation de chantier mentionnera entre autres :

- l'implantation et la composition de l'installation,
- l'implantation des zones de stockage, de matériels et matériaux,
- l'organisation de la circulation pour desservir ces installations de chantiers,
- les ateliers de maintenance des matériels,
- les bureaux des entreprises,
- les structures d'accueil des salariés,
- le local pour le laboratoire (VRD)
- l'organisation de la circulation à l'intérieur d'installation de chantier.

Les blocs réfectoires seront munis de l'équipement nécessaire à la conservation et au réchauffement des plats ainsi qu'au lavage de la vaisselle. L'ensemble des installations devra être pourvu d'un moyen de chauffage et être nettoyé quotidiennement. Des extincteurs adaptés seront mis en place (et vérifiés périodiquement) en nombre suffisant dans chaque installation. Les dimensions et équipements des installations seront déterminés en fonction des besoins réels des entreprises :

Vestiaires (hommes et femmes)	0,8 m2/ salarié
Réfectoires	1,5 m2/ salarié
WC (hommes et femmes)	1 pour 20 salariés
Urinoirs	1 pour 20 salariés
Lavabos	1 pour 5 salariés
Douches (hommes et femmes)	1 pour 10 salariés

C) Installations obligatoires sur les chantiers du BTP

Installations	Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Vestiaire	Local vestiaire (article R4534-139 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none"> • Éclairé • Convenablement aéré • Chauffé en saison froide • Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigu) • Nettoyé 1 fois par jour • Exempt de tout stockage de produits et 	Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none"> • Éclairé • Chauffé en saison froide • Sol et parois facilement nettoyables • Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412,149 et R.4412-150, R4222-

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

PGCSPS Catégorie 2

Construction de 12 logements collectifs à Bouchet - N° du Dossier : 2024018

	<p>matériaux</p> <ul style="list-style-type: none"> Muni de sièges en nombre suffisant <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail).</p> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail</p> <ul style="list-style-type: none"> Maintenu en état constant de propreté Installations séparées si personnel mixte Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage <p>Vestiaire (article R4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Sièges en nombre suffisant Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> Ininflammables À double compartiment Munies de serrure ou cadenas
Lavabos	<p>Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 orifice pour 10 travailleurs Eau potable Si possible à température réglable Moyens de nettoyage Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire 	<p>Lavabos (article R4228-7 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 lavabo pour 10 travailleurs Eau potable Température réglable Moyens de nettoyage Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.
Douches	<p>Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R.4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.</p>	
Eau pour la boisson	<p>Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la Boisson (articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail)</p>	
Cabinets d'aisance, Urinoirs	<p>Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés Chasse d'eau Éclairage Chauffage en saison froide Sols et parois imperméables et facilement nettoyables Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau Papier hygiénique Installations séparées en cas de personnel mixte 	

Installations	Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Réfectoire	<p>Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial (article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Tables et chaises en nombre suffisant Réchaud Garde-manger Réfrigérateur si possible Maintien en état constant de propreté 	<p>Si moins de 25 travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Tables et chaises Réchaud Garde-manger

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

	(*) voir note de bas de page	<ul style="list-style-type: none"> Réfrigérateur si possible Maintien en état constant de propreté <p>Si 25 travailleurs au moins prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Tables et chaises en nombre suffisant Réchaud Réfrigérateur 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers Nettoyage du local et des équipements après chaque repas
Premiers secours	Boîte de secours	Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail).
	Secouristes	Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (article R4224-15 du code du travail).

(*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (article R4534-145 du code du travail).

D) Armoire sécurité sur chantier

Dans l'armoire chantier on pourra trouver :

Dans une chemise :

- La déclaration d'ouverture du chantier
- Une copie du PGC
- Les copies des PPSPS
- Copie de la déclaration préalable
- « Le registre d'observation » doit être mis à disposition des travailleurs, des organismes de contrôle qui pourraient formuler les observations et les mises en demeure éventuelles.

Obligation des entreprises :

- Livret d'accueil d'un nouveau salarié ou intérimaire
- Rapport de vérification (de conformité) de tous les engins
- Autorisation de conduite par l'employeur ou et CACES
- Chaque entreprise doit posséder une trousse de secours complète avec une liste de son contenu et la date de renouvellement des produits
- Dans le PPSPS, il doit être mentionné la situation de cette trousse sur le chantier.
- Chaque entreprise doit posséder un moyen de lutte contre l'incendie. Sur chaque extincteur, on pourra trouver la date d'achat, la date du dernier contrôle, la nature de l'extincteur.

Affiché :

- Le planning des opérations
- Les horaires de travail
- Les numéros en cas d'urgence
- Le Plan des installations de chantier

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

- Liste de tous les interlocuteurs (maître d'ouvrage, maître d'œuvre etc...)
- La liste des Entreprises
- La liste des personnes autorisées à accéder au chantier en mentionnant le ou les secouristes et la personne qui possède le téléphone portable.

A disposition des visiteurs :

- Un casque de chantier
- Une protection anti-bruit.
- Logistique

E) Travail de nuit

L'entrepreneur n'est pas autorisé à travailler la nuit, exception faite des travaux qui pourraient être réalisés que de nuit en raison des restrictions de circulation qu'ils imposeraient. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) précisera pour chaque marché de travaux ou de fournitures, tous les horaires de chantier.

Ces travaux sont pour chaque marché de travaux :

- Mise en place ou enlèvement de la signalisation et des dispositifs de sécurité au démarrage et en fin de chaque chantier, ou lors des changements de phases de travaux
- Travaux spécifiques d'ouvrages d'art nécessitant une interruption momentanée de circulation par exemple
- Travaux de raccordement de chaussées et équipements à l'existant
- Pose ou dépose des équipements
- Travaux de finitions.

L'entrepreneur peut travailler la nuit ainsi qu'en horaires allongés, sous réserve de déclarations préalable à l'Inspection du Travail et d'en informer le Coordonnateur SPS.

Pour le cas des travaux effectués de nuit sur les lieux de travail, l'entrepreneur titulaire devra assurer un éclairage artificiel des zones où sont effectués des travaux et des zones extérieures de circulation des travailleurs.

Les niveaux d'éclairage ne devront pas être inférieurs aux valeurs indiquées ci- dessous (liste non exhaustive) :

- Eclairage de la zone de travaux 30 Lux
- Postes de travail permanents fixes 200 Lux
- Postes de travail permanents itinérants 40 Lux
- Zones et voies de circulation des piétons 30 Lux
- Postes de travail avec usage de machine dangereuse 300 Lux (scie, tronçonneuse, meule, etc...)
- Zones et aires de chargement ou de déchargement de 40 Lux matériaux (déblais, dépôts, etc...).

F) Gardiennage - Clôtures de chantier

Le gardiennage sera laissé à l'appréciation de l'ensemble des entreprises intervenant sur ce chantier.

G) Milieu dans lequel se déroule l'opération

- **Contraintes liées au milieu**
 - En centre et en bordure de routes
- **Accès, Horaires, Servitudes, ...**
 - Sans objet à priori
- **Réseaux**
 - Enterrés
 - Aériens
- **Déconstruction, Démolition, Diagnostic**
 - Sans objet à priori à ce stade
- **Environnement du chantier**

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

- Maisons d'habitation en RDC et R+1, Groupe scolaire
- Autres chantiers ?
- Conditions climatiques
- **Nature des sols**
 - Étude des sols

H) Organisation du chantier

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

CHAPITRE III - MESURES DE COORDINATION

A) Préambule

Les mesures de coordination ne sont en aucun cas exhaustives. Dans le cadre d'une harmonisation elles peuvent être complétées et modifiées.

L'ensemble des mesures de coordination inscrites dans ce Plan Général de Coordination doivent être mises en œuvre par les entreprises concernées

L'ensemble de ces mesures de coordination ne se substituent aux obligations des entreprises

B) Généralités

Tâches	Mesures de coordinations pour toutes les entreprises
Accès au chantier par le domaine public	Toutes les entreprises devront respecter ; <ul style="list-style-type: none">• Le code de la route• Les déviations éventuelles• Les accès aux propriétés riveraines
Accès au chantier	Toutes les entreprises pénétrant sur le chantier doivent être identifiables facilement- Gilets, teeshirts, casques, carte OPPBTP etc. Les secouristes sauveteurs du travail seront également identifiables
Installations de chantier	Chaque entreprise devra indiquer au lot en charge du plan d'installation de chantier qui a la charge de la mise en place des installations de chantier ses besoins en termes de stockages. Dans le cas où des magasins sont mise en place, ils seront clairement identifiés. Ils posséderont un moyen de lutte contre l'incendie. Les matériaux seront stockés de manière stable. Leurs emplacements devront être matérialisés et soignés afin de ne pas causer un danger pour les travailleurs.
Sorties de chantier	Aucune surcharge des camions Arrosage ou bâchage des camions si nécessaire Aucun support de corps étrangers ou de boues n'est autorisé sur la chaussée à proximité du chantier ou sur toutes autres voiries empruntées notamment au niveau des décharges
Inspection communes	Chaque entreprise devra réaliser avec le coordonnateur en réalisation une inspection commune avant toute intervention sur l'opération. Il lui sera demandé de venir avec un PPSPS indice 0 spécifique à l'opération en cours afin de pouvoir réaliser une analyse du PPSPS -voir les risques exportés et dans le cadre de l'harmonisation des PPSPS, les risques importés. L'entreprise devra également fournir au coordonnateur SPS les effectifs en pointe, la durée des travaux par tâches ainsi que la présence ou pas des ouvriers ayant la qualification secouriste. En fonction du planning de l'opération des dispositifs peuvent être demandés aux entreprises en coactivité

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

Circulation horizontale	<p>Un schéma d'installation de chantier devra être réalisé. Celui-ci comportera un sens de circulation dédié aux véhicules et aux piétons. Toutes les entreprises doivent se conformer scrupuleusement aux prescriptions réglementaires définie sur cette opération.</p> <p>Allure de circulation des véhicules : Vitesse maximale 15k/h dans l'emprise du chantier ou au pas devant le personnel de chantier ou au pas devant le personnel de chantier et dans une zone d'évaluation des engins.</p> <p>Manœuvre sur le chantier : Tous les véhicules qui doivent faire une manœuvre sur le chantier doit être équipée d'un klaxon de recul et optiques et doit être accompagné d'un chef de manœuvre.</p> <p>Véhicules et engins : La conduite des engins de chantier ne pourra être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement. Chaque conducteur devra être en possession de l'autorisation de conduite établie par son employeur. Depuis le 2 décembre 1998 chaque conducteur doit être en possession d'un CACES (Certificat d'Aptitude à la conduite d'Engin en Sécurité) établi par un organisme de formation agréé</p> <p>Approvisionnement du chantier : Toutes les entreprises devront transmettre à leur fournisseur et transporteur, un plan d'accès au chantier ainsi qu'aux différentes zones de stockages ou de livraisons.</p> <p>Aires de stockages et de stationnement : Les aires de stockages définies au plan d'installation de chantier devront être scrupuleusement respectées.</p> <p>Balisages : Pour les travaux qui se trouveraient sur une zone de passage (piétons, ou véhicules) mettre en place un dispositif efficace de protection.</p> <p>Accès : Tous les accès doivent rester libres de tous encombrements.</p>
Circulation verticale	<p>Poste de travail en élévation Tout accès au poste de travail en élévation se réalisera à l'aide de moyens sécurisés (nacelles, PIR, tour d'accès, escaliers, sapines etc...)</p> <p>Superposition de tâches La superposition et la juxtaposition de tâches est interdite. Tout moyen devra être mis en œuvre (balisage, décalage de la tâche, etc...)</p>
Coactivité	<p>Afin de gérer la coactivité, le coordonnateur SPS réalisera avec chaque entreprise une visite d'inspection commune qui générera un compte rendu et qui sera introduit aux extraits du registre journal.</p> <p>Les coactivités simultanées ou successives seront alors gérées en corrélation avec l'OPC et la maîtrise d'œuvre.</p>

C) Risques majeurs liés aux coactivités simultanées ou successives

Risques	Mesures de coordinations pour toutes les entreprises
Circulation des véhicules sur chantier	Respect du balisage et de la signalisation propre au chantier
Réseaux aériens	Respect des distances de sécurité

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

Travaux en hauteur	Ne pas enlever les protections collectives
Chutes de matériaux ou d'objets	Superposition de tâches interdite
Risques électriques	Le personnel doit être habilité Mise en place et respect des mesures de consignations. Informations et affichages Vérification et consignation avant interventions.
Travaux à proximité du réseau gaz	Personnel habilité Mise en place et respect des mesures de consignations.
Incendie et brûlures	Permis de feu obligatoire Extincteurs obligatoires sur postes de travail Matériel de premier secours.

D) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levages sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles

Tâches	Mesures de coordinations pour toutes les entreprises
Manutentions manuelles	<p>Chaque entreprise doit limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. La mécanisation est un moyen nécessaire pour la manutention horizontale Cela commence par :</p> <p>La logistique de chantier et notamment ce qui doit être approvisionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • D'où vient l'approvisionnement • Comment va être effectué l'approvisionnement • A quel moment • Les contraintes de réception • Comment va être distribué l'approvisionnement • Quels sont les déchets provenant de l'approvisionnement • La prévention des TMS (Troubles Musculosquelettiques) <p>Lorsqu'il ne sera pas possible d'éviter totalement la manutention manuelle, des aides mécaniques telles que des transpalettes, chariots, automoteurs... seront mis à la disposition du personnel pour</p> <ul style="list-style-type: none"> • Décharger les véhicules • Organiser le stockage • Déplacer les outils, matériaux, équipements de travail • Approvisionner les étages. <p>Lorsque le recours à la manutention ne peut être évité, la charge maximale à manutentionner d'une façon habituelle, ne peut être supérieure à 55 kg pour l'homme. Les opérations de manutentions prévisibles devront être mentionnées au PPSPS Les entreprises pourront se reporter à la fiche de l'OPPBTP Mémo pratique AM 01 95 « Les manutentions manuelles »</p> <p>Tous dispositifs de manutentions non prévus au PPSPS ou éventuellement dans le PGC feront l'objet d'une demande auprès du coordonnateur SPS par l'entreprise avant la mise en service de l'engin (avec détails des fixations, des charges, des efforts possibles, des conditions d'emploi, désignation du responsable de l'engin sur le site.</p>

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

Levage	<p>L'utilisation d'une grue fixe ou mobile sur le chantier implique une attention particulière et notamment sur la superposition de tâches. Personne ne doit se trouver sous la charge.</p> <p>Avant le démarrage de toute opération de grutage, l'entreprise utilisatrice nommera un chef de manœuvre au sol qui assistera le grutier.</p> <p>Le registre des élingues doit être également présent sur le chantier. Une vérification à chaque levage sera demandée.</p> <p>La mise en place girouette de la grue doit être réalisée dès que les voyants s'allument ou que l'anémomètre indique que le vent dépasse 72km/h, la grue doit être libre de tout encombrement.</p> <p>Vérification de l'installation de la grue fixe :</p> <p>Avant la mise en route de la grue, les essais statiques et électriques conformes à la réglementation devront être réalisés (conformément à la recommandation R 406). Le rapport doit être à disposition des organismes de contrôles.</p> <p>Habilitations du conducteur de la grue qui doit avoir une autorisation de conduite et un CACES correspondant à l'élément de levage.</p> <p>S'assurer de la stabilité des engins de levages. Interdiction d'accéder dans la zone d'évolution de la grue et interdiction de survol de charges sur les personnels et autres habilitations.</p>
Appareils et accessoires de levages	<p>En application du décret n° 47-1952 du 23 août 1947 et de l'arrêté du 9 juin 1993, les appareils de levages doivent être vérifiés avant toute démontage et remontage, puis selon une périodicité annuelle.</p> <p>Dans le cas d'un appareil de levage mobile ou affecté à l'élévation de personnel, cette vérification doit avoir lieu au moins tous les 6 mois</p> <p>Les engins de levages mobiles en particulier, ne peuvent être utilisés au-delà de la charge maximale d'utilisation, correspondant à la charge utilisée pour les essais lors de la dernière vérification périodique.</p> <p>Les accessoires de levages doivent également être vérifiés au moins tous les ans</p>
Moyens de levages	<p>Les engins de levage doivent faire l'objet de vérifications réglementaires, le registre de sécurité devra être tenu à jour et présenté à la demande des organismes de prévention et du Coordonnateur sécurité, en particulier au moment de leur introduction sur le chantier (arrêté du 9 juin 1993).</p> <p>Il est rappelé que :</p> <p>Lorsqu'une entreprise met des matériels à la disposition d'une autre entreprise, ils doivent être en bon état, et que les rapports de visite doivent être fournis.</p> <p>La mise à disposition des appareils de levage aux autres corps d'état devra faire l'objet d'un accord préalable auprès de l'entrepreneur principal, et n'être autorisée que si la conduite de ces appareils de levage est exclusivement confiée au conducteur habituel.</p> <p>Tous les appareils de levage nécessaires à la manutention seront fournis par l'entreprise utilisatrice qui assurera la direction de la manœuvre par une personne dûment habilitée par l'entreprise et agréée par l'entrepreneur titulaire du lot principal.</p>

E) Délimitation et l'aménagement des zones de stockages et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses.

Tâches	Mesures de coordinations de toutes les entreprises
Réseaux	<p>Lors des travaux de modification du réseau d'assainissement ou de modifications ponctuelles, l'entreprise peut être amenée à découvrir des canalisations en amiante ciment.</p> <p>Dans ce cas, l'entreprise appliquera les recommandations de la CNAM du 5 novembre 1996 « Travaux sur des canalisations enterrées en amiante ciment »</p>

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DRÔME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

	<p>Les emballages ayant contenu des substances ou préparations dangereuses ainsi que des résidus de ces produits seront évacués quotidiennement par l'entrepreneur qui les utilise, lequel reste responsable en tant que producteur du déchet, de leurs éliminations dans des conditions satisfaisant la réglementation en vigueur (plan de retrait)</p> <p>Faire les DICT</p> <p>Matérialiser les canalisations en surface- (Marquage au sol)</p>
Décombres et déblais	<p>Chaque entrepreneur procède à ses frais à l'enlèvement et au transport aux décharges publiques des décombres et déblais en excédants résultants de l'exécution de ses travaux.</p> <p>Les déchets provenant des interventions sur canalisations en amiante ciment seront évacués conformément à l'article 2.10 de la recommandation CNAM vers une décharge de classe 1 ou 2 suivant la nature des déchets</p>
Produits dangereux	<p>Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion</p> <p>.Les substances et préparations dangereuses rencontrées fréquemment sur les chantiers peuvent être des lubrifiants, carburants, produits de traitement des bois, acides, solvants, peintures, colles, produits de scellement ou d'étanchéité, bitumes, goudrons, résines, détergents, etc..</p> <p>.Les fabricants, importateurs et distributeurs de produits chimiques sont tenus d'adresser aux utilisateurs les fiches de données de sécurité des produits vendus : tout entrepreneur utilisant ce type de produit (symbole de danger sur le fond orange) doit annexer la fiche correspondante à son PPSPS.</p> <p>Les substances et préparations dangereuses au sens de l'article R 4411-72 du code du travail (explosives, combustibles, inflammables à divers degrés, toxiques à divers degrés, corrosives à divers degrés, cancérigènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, dangereuses pour l'environnement) ne seront en aucun cas stockées directement sur le lieu d'utilisation. Les quantités correspondant au plus à une journée d'utilisation seront seules admises au stockage dans l'enceinte du chantier.</p> <p>Les lieux et conditions de stockage pouvant résulter de la nature et des propriétés des produits en question seront arrêtés par le Maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur, les charges éventuellement afférentes étant supportées par l'entrepreneur concerné.</p> <p>Les lieux de stockage seront éloignés du bâtiment à construire ainsi que des aires de circulation du personnel ou des engins, dont ils seront physiquement séparés, leur ventilation, naturelle ou assistée, devra s'opposer efficacement à toute accumulation du gaz ou de vapeurs.</p> <p>Un balisage et une signalisation de sécurité correspondant aux risques identifiés seront dans tous les cas mis en place par l'entrepreneur concerné.</p> <p>Aucune pollution pouvant nuire à l'environnement ne sera tolérée (hydrocarbures, huiles, peintures, solvants, feux d'isolants ou de produits d'étanchéité).</p> <p>Tout feu est strictement interdit sur le chantier (que ce soit sur le chantier lui-même ou en zone vie) en raison des risques d'incendie des matériaux utilisés sur le chantier.</p> <p>Tout stockage sur le domaine public est interdit sauf autorisation préalable des services concernés et sous réserve de la protection de ces stockages.</p>
Stockages	<p>Réserver une surface importante pour diminuer les hauteurs de stockage, prévoir des allées de circulation et des accès pour la prise d'échantillon.</p> <p>Les solides pouvant contenir des fines volatiles devront être protégés des risques de mise</p>

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

	<p>en suspension par le vent.</p> <p>Les solides pulvérulents seront obligatoirement stockés au sec à l'abri des intempéries ou en silos fermés équipés de dispositif de remplissage et de colonne de dégazage. Ces silos seront également équipés de filtres de récupération des fines susceptibles de partir dans l'atmosphère lors des opérations de remplissage (type cyclone).</p>
Stockages de liquides citernes et réservoirs	<p>En fonction des produits stockés, les risques sont différents. Cependant sur chantier, les citernes de stockages concernent plus particulièrement les hydrocarbures et huiles. Ce type de stockage doit être placé sur cuvette de rétention ou avoir une cuve double pot</p> <p>Les bouteilles de gaz seront placées à l'extérieur ou dans un local de stockage particulier. Un dispositif de maintien en position verticale devra être mis en place.</p> <p>Les installations de stockages selon la nature des produits stockés et la variété des équipements nécessaires présente selon des cas des risques d'incendies, d'explosions et d'intoxications d'une part et de chutes et heurts d'autres parts. Des aires de stockages seront implantés en suivant les principes de bases de séparation et de divisions des risques L'accès aux endroits nécessitant des interventions devra être étudié.</p>

F) Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés.

Tâches	Mesures de coordinations pour toutes les entreprises
Stockages	<p>Un stockage spécifique sera réalisé avec une signalisation spécifique. Le stockage sera provisoire, puis enlevé pour une destination appropriée au déchet (classe 1 ou 3)</p>
Qualifications	<p>Les entreprises qui auront en charge des travaux avec des matériaux dangereux devront posséder les qualifications correspondantes conformément à la réglementation en vigueur</p>

G) L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale

Tâches	Mesures de coordinations pour toutes les entreprises
Gardes corps	<p>Les abords des postes de travail devront comporter des gardes corps conformes à la réglementation.</p>
Echafaudages roulants	<p>Les échafaudages roulants devront être montés par une personne qualifiée. Il doit être complet et s'il doit être partagé, un PV sera réalisé entre les entreprises</p>
Plateformes de travail passerelles	<p>Toutes les plateformes de travail ou passerelles qui seront mises à disposition de l'ensemble des travailleurs devront faire l'objet d'un mode opératoire de pose et d'entretien.</p>
Harnais	<p>Dans l'hypothèse où aucun moyen de protections collectives ne soit possible, le travailleur qui est exposé au risque de chutes de hauteur sera doté d'un système anti chutes ou de longues et absorbeur d'énergie et points d'encrages ou lignes de vies</p>

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

PGCSPS Catégorie 2

Construction de 12 logements collectifs à Bouchet - N° du Dossier : 2024018

Distribution électrique	<p>Tous les matériels électriques devront être en bon état. Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme la réglementation en vigueur.</p> <p>Rallonges Enrouleurs Prises Baladeuses Phare halogène</p> <p>Type H 07 RNF Catégorie B NCF 61.720 Protection IP 447 incassable NFC 71.008 NNF avec grille de protection.</p>
Eclairage du chantier	<p>Il ne devra pas y avoir de zone d'ombre au niveau des circulations. Chaque poste de travail devra être éclairé.</p>

H) Mesures de coordination affectées à des lots

Désignation	Mise à disposition	Entretien
Benne de chantier	Lot 02	Lot 02
Clôtures de chantier	Lot 02	Lot 02
Conditions de manutention des matériels et matériaux - Utilisation des engins de levage et de manutention	Lot 02	Lot 02
Mise à disposition de la grue	Lot 02	Lot 02
Protections collectives	Lot 02	Lot 02
Entretien des installations	Lot 02	Lot 02
Les voies d'accès	Lot 02	Lot 02
Recettes à matériaux	Lot 02	Lot 02
Installations électriques des installations de chantier	Lot 02	Lot 02
Base vie cantonnement	Lot 02	Lot 02
Installations électriques du chantier (coffret électrique et éclairage provisoire)	Lot 14	Lot 14
Circulation Verticale	Lot 02	Lot 02
Circulation Horizontale	Lot 02	Lot 02
Panneau de chantier	Lot 02	Lot 02
Mesures prises en matière d'interaction sur le site	Lot 02	Lot 02

Désignation	Mesure de coordination
Benne de chantier	<p>La mise en œuvre de la logistique déchets doit intervenir suffisamment à temps pour pouvoir prendre en charge les premiers déchets générés et assurer sa fonction de manière continue.</p> <p>L'ampleur de cette logistique sera à adapter à la nature et à la taille du chantier. Elle comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">La mise en place de la zone de tri du chantier : préparation du terrain, déploiement des bennes et autres contenants, délimitation

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

	<p>des zones d'entreposage temporaire, mise en place de l'affichage (des images c'est mieux).</p> <ul style="list-style-type: none"> • La mise à disposition des équipements de manutention nécessaires au transport des déchets des postes de travail à la zone de tri du chantier. • La prévision d'un système de fermeture de la zone de tri du chantier ou de couverture des bennes ou autres afin que l'accès aux contenants ne soit pas possible en dehors des horaires de travaux et ainsi éviter les dépôts sauvages. <ul style="list-style-type: none"> ○ bâche ou filet à disposer sur le haut des bennes ○ d'une cloture
Clôtures de chantier	<p>L'entreprise principale ou désignée est tenue : lot Gros Oeuvre</p> <p>La mise en place d'une clôture provisoire type Héras, avec colliers de fixation entre panneaux, de 2 mètres de haut posées sur des plots cimentés et jambe de force si nécessaire, Un portail de chantier avec chaîne et cadenas à code, marquant l'entrée du chantier, Des panneaux de signalisation indiquant chantier interdit au public, et l'obligation du port des EPI</p>
Conditions de manutention des matériels et matériaux - Utilisation des engins de levage et de manutention	<p><u>Levage et manutention</u></p> <p>■ Les moyens de manutention et de levage devront tenir compte du périmètre de sécurité, des besoins du chantier et des chantiers environnants</p> <p>■ Les manutentions manuelles des charges de + de 35kgs sont à éviter.</p> <p>■ Mise en place d'un guide de manœuvre nommément désigné qui fera évacuer la zone sous l'aire de levage.</p> <p>■ Utilisation de caissons clos pour la manutention du matériel.</p> <p>■ Tout projet d'installation de treuil, console ou autre moyen de levage doit être soumis à un accord préalable du coordonnateur.</p> <p>■ Prévoir un élingueur confirmé pour les opérations d'élingage. Pour information : 45% des accidents liés à l'utilisation d'une grue sont dus à la chute de la charge (mauvais élingage, mauvais colisage des charges, non utilisation de caisson de manutention, etc....).</p> <p>■ La fourniture et la mise en œuvre de recettes à matériaux par niveau et par bâtiment avec garde-corps permettant d'alimenter le chantier via la dalle d'une terrasse. Pour une efficacité optimale, ces recettes à matériaux seront utilisés avec la grue et le grutier du lot GO.</p> <p><u>Engin de levage</u></p> <p>Demander l'accord du coordonnateur avant l'installation et/ou l'utilisation d'un appareil de levage sur le chantier Pour la mise en place d'une grue : l'emplacement sera défini sur le plan d'installation</p> <p>■ Les engins de levage et les grues (déchargement) seront conformes à la réglementation en vigueur.</p> <p>■ S'il s'agit d'une grue, elle sera conforme à la réglementation en vigueur (y compris la recommandation CNAM du 4 juin 1998 : anémomètre et système de contrôle permanent par voyants lumineux de la vitesse du vent ainsi que 2 seuils de vitesse préétablis pour le déclenchement des alarmes à 50 et 72 Km/h). La grue sera équipée d'un dispositif limiteur de rayon de levage pour éviter le survol, des voies et des habitations, en charge.</p>

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

Mise à disposition de la grue	<p>Mise à disposition de la grue :</p> <p>La grue (ainsi que le grutier) sera mise à disposition gratuitement des autres corps d'état de la fin du gros œuvre jusqu'à 2 mois après le « hors d'eau/hors d'air » à raison de 4 demi-journées par semaine. L'implantation de la grue sera à définir par le présent lot, le prescripteur attire l'attention de l'entreprise sur la position de la grue.</p>
Protections collectives	<p>Les offres des entreprises prévoient le maintien en place des protections collectives existantes et de celles qu'elle a obligation d'installer pour ses travaux (ou pour ses sous traitants) et ce, jusqu'à la fin du projet</p> <p>La pose des protections collectives s'effectuera simultanément à l'avancée des travaux. Ces protections collectives seront installées contre le risque de chute des personnes et des objets en tous points où cela s'avérera nécessaire.</p> <p>Leur positionnement doit tenir compte de l'emplacement des menuiseries extérieures et des gardes corps définitifs, afin d'assurer en toute sécurité la pose des éléments sans dépose anticipée.</p> <p>Les dispositifs provisoires de protection collective devront être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois le dispositif mis en place.</p> <p>Mise en place des protections collectives, clôtures, tunnels, passages piétons, préalablement à tous travaux, en tenant compte des interventions futures.</p> <p>Au cas où une tâche nécessiterait le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) devra présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.</p>
Entretien des installations	<p>L'entretien et le maintien en état des installations :</p> <p>Tout employeur doit prévoir l'entretien de manière régulière des installations sanitaires mises à disposition des salariés en application du code du travail (R4534-139 et R4534-142)</p> <p>R4534-139 L'employeur met à la disposition des travailleurs un local-vestiaire : 1° Convenablement aéré et éclairé, et suffisamment chauffé ; 2° Nettoyé au moins une fois par jour et tenu en état constant de propreté ; 3° Pourvu d'un nombre suffisant de sièges. Il est interdit d'y entreposer des produits ou matériels dangereux ou salissants ainsi que des matériaux. Lorsque l'exiguïté du chantier ne permet pas d'équiper le local d'armoires-vestiaires individuelles en nombre suffisant, le local est équipé de patères en nombre suffisant. Pour les chantiers souterrains, le local est installé au jour.</p> <p>R4534-142 Lorsque des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, un local réfectoire est mis à leur disposition. Ce local répond aux exigences suivantes : 1° Il est pourvu de tables et de chaises en nombre suffisant ; 2° Il dispose d'au moins un appareil permettant d'assurer le réchauffage ou la cuisson des aliments et d'un garde-manger destiné à protéger les aliments d'une capacité suffisante et, si possible, d'un réfrigérateur ; 3° Il est tenu en parfait état de propreté.</p> <p>L'entretien, a minima quotidien, doit être assuré afin de garantir la propreté</p>

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

	<p>des installations et le renouvellement des consommables.</p> <p>Pour ce faire, il est possible de prendre en charge cet entretien ou de faire appel à des sociétés spécialisées (prestation de nettoyage). Cette dernière solution vous permettra de justifier que les obligations sont respectées en termes de nettoyage et de mise à disposition des consommables (papier hygiénique, essuie mains, savon liquide...).</p>
Les voies d'accès	<p>LES VOIES D'ACCES</p> <p>Une voie d'accès au chantier doit être construite pour permettre aux véhicules et aux piétons de parvenir au chantier. Cette voie doit être prolongée dans le chantier afin d'accéder à tous les usages nécessaires à la réalisation de l'ouvrage (entrée, base vie, zones de stockage et de livraison, zones de travaux).</p> <p>Les voies doivent être praticables et adaptées aux besoins (circulation engins, PL, VL, piétons).</p> <p>La couche de forme doit avoir une résistance suffisante et être compatible avec les surcharges induites. De ce fait, les ouvrages connexes à ces voies (drainage, évacuation, etc.) doivent être pris en compte conformément à la note technique de la CNAMTS NT 109.</p> <p>Les travaux de remblaiement doivent être anticipés (formalisation dans le planning d'exécution) : Le remblaiement périphérique du bâtiment doit être effectué dès la réalisation de la dalle du RDC et avant le début des premières élévations.</p>
Recettes à matériaux	<p>RECETTE A MATERIAUX :</p> <p>Une recette à matériaux à matériaux sera intégrée à l'ouvrage sur la façade Ouest pour approvisionner les matériaux de construction en toute sécurité.</p> <p>Cette zone d'approvisionnement est sécurisée par une protection périphérique. La recette à matériaux sera présente à chaque niveau du bâtiment et pourvue d'une barrière à écluse dans le cas d'un approvisionnement des charges à partir du sol à l'aide d'un chariot élévateur télescopique.</p>
Installations électriques des installations de chantier	<p>☑ L'entreprise « gros oeuvre » fournira une armoire de chantier alimentée et dont la puissance est adaptée aux besoins du chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> ☑ Départs pour le lot gros oeuvre ☑ Départs pour coffret de chantier interentreprises ☑ Les installations électriques et la grue seront contrôlées par un organisme agréé. ☑ Les armoires et coffrets doivent être maintenus fermés en permanence et sans contact direct avec les connexions.
Base vie cantonnement	<p>La base vie devra être dimensionnée en fonction de l'effectif en pointe qui est défini dans le présent PGC</p> <p>Les installations seront extensibles en fonction du planning de l'OPC.</p>

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

Elles devront correspondre à la réglementation en vigueur.

Vestiaires	0,8 m2/salarié
Réfectoires	1,5 m2/salarié
WC	1 pour 20 salariés
Urinoirs	1 pour 20 salariés
Lavabos	1 pour 5 salariés
Douches	1 pour 10 salariés

Les blocs réfectoires seront munis d'un équipement nécessaire à la conservation et au réchauffement des plats ainsi qu'un point d'eau chaude et froide.

L'ensemble des installations devra être pourvu d'un moyen de chauffage réversible et être nettoyé quotidiennement.

Des extincteurs adaptés seront mis en place (et vérifiés périodiquement) en nombre suffisant dans chaque installation.

L'ensemble des installations de chantier sera exécuté par du personnel habilité notamment pour les raccordement électriques provisoires. Un rapport de vérification sera communiqué au coordonnateur SPS

Sanitaires (WC chimiques non autorisés)

Les sanitaires seront installés et raccordés avant le début des travaux
Les alimentations en eaux seront calfeutrées en fonction de la période hivernale.

Les WC chimiques ne seront pas autorisés.

un point d'eau dans le module sanitaires, savon liquide et papier toilette, essuis mains

Réfectoires

Les tables et chaises en nombre suffisants seront mis à disposition en fonction des effectifs en pointe

Vestiaires

En fonction des effectifs en pointe des armoires doubles compartiments (propres et sales), des patères, des bancs seront mis à disposition des ouvriers.

Bureau de chantier, salle de réunion

Une armoire sécurité sera mise en place dans laquelle on pourrait y trouver :

* Dans une chemise : La déclaration d'ouverture du chantier, Une copie du PGC, les copies des PPSPS, Copie de la déclaration préalable, « Le registre d'observation » doit être mis à disposition des travailleurs, des organismes de contrôle qui pourraient formuler les observations et les mises en demeure éventuelles.

Obligation des entreprises : Livret d'accueil d'un nouveau salarié ou intérimaire. Rapport de vérification (de conformité) de tous les engins, Autorisation de conduite par l'employeur ou et CACES.

Chaque entreprise doit posséder une trousse de secours complète avec une liste de son contenu et la date de renouvellement des produits. Dans le PPSPS, il doit être mentionné la situation de cette trousse sur le chantier. Chaque entreprise doit posséder un moyen de lutte contre l'incendie. Sur chaque extincteur, on pourra trouver la date d'achat, la date du dernier contrôle, la nature de l'extincteur.

* Affiché : Le planning des opérations, Les horaires de travail, Les numéros

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

	<p>en cas d'urgence, Le Plan des installations de chantier, Liste de tous les interlocuteurs (maître d'ouvrage, maître d'œuvre etc...) La liste des Entreprises. La liste des personnes autorisées à accéder au chantier en mentionnant le ou les secouristes et la personne qui possède le téléphone portable.</p> <p>* A disposition des visiteurs : Un casque de chantier, Une protection anti-bruit.</p> <p>Hébergement L'hébergement n'a pas été prévu sur ce chantier</p> <p>Raccordements électriques Les raccordements électriques de la base vie et des cantonnements sont à la charge du présent lot ainsi que la mise à disposition d'un coffret général pour l'opération y compris le raccordement de la grue principale si tel est le cas. Tous les autres raccordements électriques du chantier sont à la charge du lot Electricité.</p> <p>Nettoyage Le nettoyage sera réalisé chaque semaine. En fonction de l'activité, il pourra être augmenté.</p> <p>Éclairage de la base vie L'éclairage de la base vie doit être conforme à la réglementation en vigueur</p> <p>Cantonnement L'ensemble des cantonnements sera hors d'air et hors d'eau, facilement nettoyable, chauffé et ventilé, éclairé, pourvu de portes et de fenêtres, équipé de poubelles et d'extincteurs. Les douches seront en nombre d'au moins 1 pour 10 salariés, alimentées en eau chaude. Les cabines de douches comportent également un compartiment pour le déshabillage avec chaises et patères.</p> <p>Nota La présence de personnel féminin dans les équipes de MOA, MOE, et entreprises nécessite de faite la présence de sanitaires (et vestiaire pour les entreprises) séparés des bungalows pour hommes.</p>
Installations électriques du chantier (coffret électrique et éclairage provisoire)	<p>Installation de distribution</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'entreprise «lot électricité» fournira : • Un coffret de chantier interentreprises par niveau équipé de 4 PC mono 2x 16A + T - 230 v + 1 PC Tri avec protection différentiel 30 mA et bouton AU. • L'entretien et la maintenance des installations sont à la charge du lot Electricité. • <p>L'alimentation depuis les coffrets de distribution jusqu'à l'appareillage de chantier sera à la charge de chaque entreprise. Les rallonges devront être du type H07 RN F et ne pas dépasser 25 mètres.</p> <p>Installation d'éclairage</p> <ul style="list-style-type: none"> • seront éclairés les cheminements et circulations intérieures du chantier (y compris les sous sols). Mesure à mettre en œuvre par le lot électricité. • L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise. • L'entretien et la maintenance des installations sont à la charge du

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

	lot Electricité.
Circulation Verticale	<p>A définir selon l'avancement du chantier</p> <p>L'Entreprise « gros oeuvre » privilégiera, dans sa méthode de construction, la mise en place des escaliers définitifs à l'avancement ou, à défaut, mettre en place des escaliers provisoires jusqu'à la pose des escaliers définitifs.</p> <p>L'entreprise « gros oeuvre » devra assurer l'accès en sécurité collective à un niveau supérieur ou inférieur (autre qu'échelle), pour l'ensemble des entreprises devant intervenir sur le niveau concerné, jusqu'à la fin de leurs interventions et/ou la pose des accès définitifs.</p>
Circulation Horizontale	<p>L'étude conjointe, entre le maître d'œuvre et le coordonnateur sécurité, du planning général des travaux permettra d'assurer, en fonction de l'avancement des travaux, l'adaptation concomitante des cheminements piétons, des accès véhicules, des dispositifs de signalisation et le cas échéant de l'éclairage de circulation.</p> <p>Une voie d'accès à l'intérieur du chantier sera construite afin d'accéder à tous les usages nécessaires à la réalisation de l'ouvrage (entrée, base vie, zones de stockage et de livraison, zones de travail, etc.)</p> <p>Les voies doivent être praticables et adaptées aux besoins (circulations engins, PL, VL, piétons).</p> <p>La couche de forme doit avoir une résistance suffisante et être compatible avec les surcharges induites.</p> <p>■ Les zones de circulation piétonne seront clairement balisées et séparées des aires de stockage et de circulations engins par des barrières de type «chantier propre ». Elles permettront de circuler entre la base vie et le chantier.</p> <p>■ Les travaux de remblaiement doivent être anticipés (formalisation dans le planning d'exécution) : le remblaiement périphérique du bâtiment doit être effectué dès la réalisation de la dalle du RDC et avant le début des premières élévations.</p> <p>-CIRCULATIONS PERIPHERIQUES AUX BATIMENTS</p> <p>Des voies seront construites pour la circulation des piétons et des engins ou la mise en place d'équipements de travail en périphérie des bâtiments. Ces voies seront praticables et adaptées aux besoins du chantier (échafaudages de façade, circulations engins, poids lourds, VL, piétons, approvisionnements de charges au moyen d'équipements sur roues, au RDC du bâtiment etc.).</p> <p>La circulation périphérique présentera des accès identifiés à l'intérieur du bâtiment en supprimant ou réduisant les différences de niveaux entre le TN et le seuil des bâtiments. Ces accès seront roulables pour permettre aux intervenants l'accès à leur poste de travail pendant toute la durée du chantier, avec la possibilité de faire rouler des charges (équipements de travail sur roues, chariots de manutention)</p> <p>ACCES AU BATIMENT</p> <p>Un accès principal au(x) bâtiment(s) doit être mis en œuvre et identifié pour</p>

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

	<p>permettre aux intervenants de parvenir aux postes de travail. Cet accès doit être maintenu dégagé, nivelé, et praticable par tout temps et pendant toute la durée du chantier.</p> <p>Cet accès devra être pourvu de protections collectives le cas échéant.</p>
Panneau de chantier	<p>L'entrepreneur qui travaille sur un chantier ayant donné lieu à la délivrance d'un permis de construire doit afficher sur ce chantier, pendant la durée de l'affichage du permis, son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. Ainsi, les noms des entrepreneurs doivent être affichés, peu importe la nature de leur contrat (direct, sous-traitant, cotraitant, etc.).</p> <p>Dès lors, les noms des entrepreneurs d'entreprises sous-traitantes doivent également être mentionnés sur le panneau d'affichage. À noter, le contenu de cet affichage doit être lisible de la voie publique (R8221-1 du Code du travail).</p> <p>Le panneau de chantier de dimensions (voir CCTP), avec la liste et les logos de tous les intervenants (y compris installation des barrettes pour les sous-traitants), modèle à faire agréer par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'oeuvre compris mise en place, scellement et contreventement nécessaire – position à définir au début du chantier.</p>
Mesures prises en matière d'interaction sur le site	<p>Une harmonisation du planning des travaux à venir aura lieu à chaque réunion de chantier</p> <p>Le coordonnateur pourra imposer à l'entreprise l'obligation de laisser les structures en place en fonction de l'enchaînement des tâches.</p> <p>Toutes les dispositions prises en réunion de chantier, afin d'interdire les travaux superposés présentant des risques du fait de la coactivité de corps d'état différents, telles que le décalage des travaux ou la mise en place de protections spécifiques pour prévenir les risques dus aux chutes d'objets (auvents, interdiction matérielle d'accès de certaines zones, etc....) seront à la charge de l'entreprise génératrice du risque.</p> <p>Afin d'éliminer les risques de superposition des tâches, l'ensemble des zones situées sous les postes de travail en hauteur seront interdites d'accès au moyen d'un dispositif visuel et physique.</p> <p>Utilisation d'engins et camions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • vérification du matériel par un organisme agréé • Bip de recul et gyrophare, • autorisation de conduite • signalisation et balisage des zones de manœuvre

I) Risques et mesures préconisées ou expression de la règle

Préambule

La définition d'un risque est la combinaison de la probabilité qu'un dommage survienne et de la gravité de ces conséquences.

Le risque est élevé si l'accident ou la maladie a une forte probabilité de se produire ou si leurs conséquences sont graves.

Il existe donc plusieurs familles de risques et de mesures de préventions.

- Risques de chutes de pleins pieds
- Risques de chutes de hauteur et d'ensevelissement

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

- Risques liés aux circulations internes
- Risques routiers en missions
- Risque à la charge physique de travail
- Risques liés à la manutention mécanique
- Risques liés aux produits chimiques
- Risques liés aux agents biologiques
- Risques liés aux équipements de travail
- Risques liés aux effondrements et aux chutes d'objets
- Risques et nuisances liés aux bruits
- Risques liés aux ambiances thermiques
- Risques liés aux incendies, et d'explosions
- Risques liés à l'électricité
- Risques liés à l'éclairage
- Risques liés aux rayonnements

Loi	Risques identifiés
Décret 94	1° Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en oeuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : - à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ; -

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

J) Les règles qui sauvent - Engagement des entreprises

Les échafaudages en consoles comprennent :

- des consoles ;
- des planchers ;
- des garde-corps ;
- des systèmes de fixation à la structure d'accueil.

Les différents éléments d'un échafaudage en console doivent être conçus de façon à ce qu'aucun d'eux ne puisse être démonté sans une action volontaire ni se déplacer lors de leur utilisation. Ils doivent être compatibles et d'une même origine.

Consoles

Elles doivent permettre la mise en place d'un plancher d'une largeur minimale de 0,60 mètre, ainsi que des potelets de garde-corps. Elles doivent également comporter les éléments d'appui haut et bas sur la construction et être conçues pour se positionner perpendiculairement à la paroi.

Planchers

L'entraxe entre deux appuis de plancher ne doit pas dépasser 3 mètres et leur largeur doit être comprise entre 0,60 et 1,20 mètre.

Les planchers doivent être antidérapants et équipés de systèmes anti soulèvement. Les espaces vides éventuels entre les plateaux ne doivent pas dépasser 25 mm de largeur.

Garde-corps

- Utilisation de l'échafaudage en console comme plan de travail

L'opérateur étant positionné sur le plancher de l'échafaudage, la hauteur du garde-corps par rapport au plancher de l'échafaudage, y compris celle du garde-corps d'extrémité, doit être comprise entre 1 mètre et 1,10 mètre. Il doit comporter au moins une lisse haute, une lisse intermédiaire à mi-hauteur et une plinthe de butée de 10 à 15 cm de hauteur. La plinthe peut être un composant du plancher dans le cas où celui-ci est préfabriqué.

- Utilisation de l'échafaudage en console comme protection en bas de pente de toiture

L'opérateur étant positionné sur la toiture, la hauteur du garde-corps par rapport au plancher de l'échafaudage, y compris celle du garde-corps d'extrémité, doit être supérieure à la valeur de 1 mètre à 1,10 mètre. Le plancher de l'échafaudage devant se situer à moins de 0,80 mètre en dessous du niveau de l'égout de la toiture, la distance entre l'égout de la toiture et le garde-corps devant être supérieure à 0,60 mètre, la hauteur minimale du garde-corps devant être supérieure à 1 mètre par rapport au plan de la toiture, on obtient par le calcul la hauteur du garde-corps par rapport au plancher de l'échafaudage en console. Celle-ci ne devrait pas être inférieure à 1,50 mètre. Ce garde-corps doit comporter au moins une lisse haute, une plinthe de butée de 10 à 15 cm de hauteur et une protection intermédiaire toute hauteur empêchant le passage d'une sphère de 100 mm de diamètre. Celle-ci peut être constituée, soit par :

- un filet de sécurité de système U avec mailles 100 × 100 mm, conforme à la norme NF EN 1263-1 ;
- une structure avec treillis métallique ;
- un barreaudage métallique posé avec un clair de 100 mm maximum.

Conseil de l'OPPBTP

N'utilisez pas de planchers en madriers bois, quelle que soit leur épaisseur, ni de lisses et sous-lisses en bois, compte tenu de leur résistance aléatoire au regard des exigences de performances statique et dynamique auxquelles doivent satisfaire les échafaudages en console. Au droit des points singuliers, lorsque les planchers préfabriqués ne peuvent pas être mis en œuvre, vous pouvez fixer à la structure des éléments de plancher complémentaires en bois de faible portée et de résistance adaptée, afin d'assurer la continuité des planchers.

Sollicitation des systèmes de fixation à la structure d'accueil

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

Résistance aux efforts statiques et dynamiques

Outre les spécifications particulières contenues dans ce document, il est essentiel que la structure d'accueil à laquelle est fixé l'échafaudage en console puisse résister aux efforts statiques et dynamiques pour lesquels l'échafaudage est conçu.

D'autre part, le système de fixation des consoles de l'échafaudage doit être compatible avec la structure d'accueil.

Les échafaudages en console sont conçus afin de ne pas dépasser les sollicitations suivantes sur la structure d'accueil : la sollicitation horizontale de l'ancrage est limitée à 1100 daN (charge à état limite de service - ELS) et à 1850 daN (charge à état limite ultime ELU). Des informations techniques, rassemblées dans une notice d'instructions, doivent être fournies à l'acquéreur de l'échafaudage en console par le fabricant. Celles-ci doivent notamment préciser les caractéristiques de la fixation de l'échafaudage à la structure d'accueil (type de fixation selon le matériau, position, distance entre les fixations, résistance de la structure d'accueil, etc.). Lorsque la résistance de la structure d'accueil n'est pas connue ou incertaine, et avant d'installer l'échafaudage en console, il est recommandé de procéder à des essais à l'extractomètre sur le matériau d'accueil afin de s'assurer que sa résistance est supérieure à la charge à l'ELS.

Échafaudages :

Le Code du travail prévoit notamment que les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées (article [R4323-69](#)).

En outre, il est précisé que les matériaux constitutifs des éléments d'un échafaudage doivent être d'une solidité et d'une résistance appropriées à leur emploi (article [R4323-72](#) du même Code).

A noter, aucun échafaudage ne peut demeurer en service s'il n'a pas fait l'objet depuis moins de **trois mois d'un examen approfondi de son état de conservation**. Cet examen implique des vérifications techniques concernant notamment la présence et la bonne installation des dispositifs de protection collective et des moyens d'accès et l'absence de déformation permanente ou de corrosion des éléments constitutifs de l'échafaudage pouvant compromettre sa solidité ([arrêté du 21 décembre 2004](#) relatif aux vérifications des échafaudages et modifiant l'annexe de l'arrêté du 22 décembre 2000 relatif aux conditions et modalités d'agrément des organismes pour la vérification de conformité des équipements de travail).

Définitions

- **Garde-corps périphérique** : ensemble de composants destinés à protéger les personnes contre les chutes vers un niveau inférieur et à retenir des matériaux. Un garde-corps périphérique doit au moins comprendre une lisse haute et une lisse ou une protection intermédiaire, et il doit permettre de fixer une plinthe. Il peut être fabriqué comme un ensemble monobloc.
- **Lisse haute** : élément continu formant la partie supérieure du garde-corps périphérique.
- **Lisse intermédiaire** : élément continu disposé entre la lisse haute et la surface de travail.
- **Protection intermédiaire** : barrière de protection constituée (par exemple, sous forme d'une structure treillis ou d'un filet de sécurité) entre la lisse haute et la surface de travail.
- **Plinthe** : latte spécialement prévue pour empêcher les chutes de matériaux ou de personnes ou les glissades en dehors d'une surface.
- **Potelet** : principal élément vertical du garde-corps périphérique, auquel sont fixées les lisses et les plinthes.
- **Hauteur de chute** : distance verticale entre le point où pourrait se tenir une personne et le point le plus bas du dispositif de protection contre les chutes.
- **Hauteur du garde-corps périphérique** : distance entre le point le plus élevé de la lisse haute et la surface de travail, mesurée perpendiculairement à la surface de travail.
- **Surface de travail** : surface sur laquelle une personne se tient, circule ou travaille.
- **Échafaudage en console** : échafaudage à composants préfabriqués, ne comportant qu'un seul niveau de travail, installé en encorbellement sur une paroi verticale et constitué de consoles, de plateaux destinés à la constitution des planchers et de protections périphériques.
- **Console** : élément structurel métallique réalisé avec des profilés assemblés mécaniquement ou par soudage, supportant le plancher et maintenant la protection périphérique.
- **Plancher** : surface de circulation et de travail constituée d'un ou de plusieurs plateaux.
- **Plateau** : élément de plancher préfabriqué.
- **Système de fixation** : dispositif permettant de lier la console à la structure d'accueil.

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

Bétonnage :

Risques	Règles préconisées ou expressions de la règle
<ul style="list-style-type: none"> • Arrivage / Accident • Éclatement d'une conduite sous pression • Cutané et oculaire • Rebondissement du béton avec la projection de celui-ci, blessures et poussières 	<ul style="list-style-type: none"> • Guidage du camion de béton et accès libres. • Contrôler les joints de conduite, rincer la conduite à la fin du bétonnage, vérification journalière de la pompe et des points d'attache de la conduite verticale. • Baliser la zone • Port des EPI comme lunettes, gants. • Port du casque de protection et des chaussures de sécurité + protection des voies respiratoires dotées d'un filtre à particules pour se protéger des poussières minérales + protection faciale et vêtements de protection résistants aux éclats de béton avec fibres d'acier + gants contre les produits corrosifs + protection de l'ouïe

Cage d'ascenseur :

Risques	Règles préconisées ou expressions de la règle
<ul style="list-style-type: none"> • Chute de personne aux portes de la cage d'ascenseur • Dans la cage d'ascenseur 	<ul style="list-style-type: none"> • Si échafaudage pour la cage d'ascenseur, merci d'utiliser des platelages conformes à la réglementation • Il ne doit pas y avoir plus de 30cm de vide entre le platelage et les parois de la cage • Si utilisation d'échelle sur les échafaudages en cage d'ascenseur, il faut respecter les réglementations sur les échelles • Il faut assurer le non-glissement de celle-ci, s'assurer contre les chutes de hauteur. • Si montage d'ascenseur sans échafaudage, il faut prévoir une protection latérale améliorée et adaptée à la situation. Utilisation d'une plate-forme basculante pliable et mobile. • Les grilles de protection au droit des baies pour les cages ascenseurs de type GEMAGRILLE ou techniquement équivalent ainsi que le platelage au droit de la fosse.
<ul style="list-style-type: none"> • Chute d'objets sur les monteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Placer un filet de protection continu et résistant aux jets de débris dans la cage d'ascenseur. • Lors de travaux sur la dalle supérieure, placer une protection latérale avec plinthe, lisse intermédiaire et lisse supérieure.

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

Eléments préfabriqués :

Risques	Règles préconisées ou expressions de la règle
<ul style="list-style-type: none"> • Chutes • Ecrasements • Heurts 	<ul style="list-style-type: none"> • Limiter les manutentions manuelles • Avoir les appareils des fabricants • Avoir les engins de levages adaptés au poids à soulever • Avoir les élingues contrôlées • Respecter les angles des élingues.

Grue :

Mise en place d'une grue à tours : choisir un emplacement à proximité des travaux

Risques	Règles préconisées ou expressions de la règle
<ul style="list-style-type: none"> • Stabilité 	<ul style="list-style-type: none"> • A installer sur une zone approuvée par le Maître d'ouvrage suivant le plan d'installation de chantier. • Mise en service par un organisme agréé. Contrôle périodique des appareils et accessoires de levage par un organisme agréé.
<ul style="list-style-type: none"> • Risque de renversement de la grue 	<ul style="list-style-type: none"> • Etude de l'état du sol • Relevé de l'altimétrie des semelles d'appui en béton (hebdomadaire) par l'entreprise utilisatrice.
<ul style="list-style-type: none"> • Risque de surcharge 	<ul style="list-style-type: none"> • Désigner un responsable des opérations, déterminé avant exécution d'un mode de transport des pièces à manutentionner, contrôle des abaques de la grue avec grutier, interdiction formelle de dépasser les abaques prescrits par le constructeur de la grue. Certificat de contrôle agréé.
<ul style="list-style-type: none"> • Présence de défauts compromettant la sécurité • Travaux d'entretien 	<ul style="list-style-type: none"> • Avant le début des travaux, il y a lieu de contrôler le bon fonctionnement des freins, des dispositifs d'arrêt d'urgence et surveiller l'état de la grue du point de vue des défauts apparentes. • Si défauts compromettant la sécurité, arrêter les opérations. • Avant les travaux d'entretien et d'inspection, s'assurer que la grue soit mise hors service et qu'elle ne puisse être remise en service sans autorisation. Les travaux d'entretien qui ne peuvent être effectués à partir du sol, doivent être faits à partir de postes ou de plates-formes de travail. Des travaux d'entretien sont

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

	<p>des travaux aux installations électriques et mécaniques, pour autant qu'il ne s'agisse pas de travaux de réparation et de transformation. Le graissage des engrenages, des roues, des poulies et des câbles est à considérer comme travaux d'entretien. La mise hors service est assurée aux moyens d'interrupteurs, séparateurs dans le cas de grues électriques et par l'arrêt du moteur dans le cas de grues à moteur à combustion.</p> <p>• Si des travaux d'entretien et d'inspection ne peuvent être effectués qu'à l'état de service et pendant le travail, s'assurer que</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. tout risque d'écrasement et de chute soit écarté, 2. tout risque de contact avec des parties sous tension d'installations électriques et de moyens d'exploitation soit exclu, 3. une communication orale ou visuelle avec le grutier soit assurée.
• Chute de pièces	<p>• Balisage de la zone de travail et interdiction d'accès aux personnes étrangères aux travaux ;</p> <p>• Utilisation d'élingues conformes aux prescriptions du Code du travail et vérification par le responsable ;</p> <p>• Port des équipements de protections individuelles. Interdiction de passer sous les charges</p> <p>• Utiliser des talkies-walkies pour des travaux en dehors du champ visuel du grutier. Protocole à prévoir.</p>
• Collision avec d'autres grues en présence	• Plan d'installation des grues qui précise leurs interférences, leurs hauteurs à fournir par l'entreprise utilisatrice.
• Risque de chute de hauteur des personnes (monteurs et autres)	• Utiliser les EPI : casque de monteur, chaussure de sécurité, gilet fluorescent, gants de sécurité, harnais de sécurité, être équipé de radio pour rester en contact en permanence avec le grutier ou les personnes au sol.
• Risque électrique	<p>• Des travaux à l'installation électrique de la grue se font uniquement hors tension (+ verrouillage des armoires électriques concernées)</p> <p>• Mise à terre de la grue</p> <p>• Uniquement le personnel formé peut exécuter des travaux à l'installation électrique</p>

Livraison et stockage :

Risques	Règles préconisées ou expressions de la règle
• Conditions d'accès au chantier	• Assurer l'information des chauffeurs quant à la présence d'un gardiennage.

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

PGCSPS Catégorie 2

Construction de 12 logements collectifs à Bouchet - N° du Dossier : 2024018

et aux postes de travail	Informar le chef de chantier de l'arrivée d'une personne sur chantier.
• Risque de chute de personnes de plain-pied	• Les chemins d'accès et de sortie sont en permanence dégagés de tout obstacle.
• Risque de chute d'objets manutentionnés	• Interdiction de circuler sous des charges en mouvement. • Utilisation de matériel de levage contrôlé périodiquement
• Risque de chute et glissade, lors de la montée et la descente du véhicule	• Port d'EPI • Formation et information des chauffeurs
• Risque de chute de matériels suite à un mauvais stockage	• Stocker dans une aire éloignée des lieux de travail en respectant les conditions de stockage • Ne pas décharger du côté des voies de circulation ;
• Proximité de la voie publique et des riverains	• Ne pas bloquer les accès privés ; • Demander les autorisations obligatoires pour pouvoir empiéter sur la voie publique ;
• Risque de collision avec piétons	• Les manœuvres difficiles ou sans visibilité sont effectuées à l'aide d'une vigie au sol ;

Mise en œuvre des bétons :

Risques	Règles préconisées ou expressions de la règle
• Pollution • Contamination	• Eviter tout contact cutané. • Port des EPI. • Prévoir un dispositif pour le lavage des bennes, des toupies et autres goulottes pour éviter toute pollution.

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

Protection sonore de l'environnement :

Risques	Règles préconisées ou expressions de la règle
<ul style="list-style-type: none">• Nuisance sonore	<ul style="list-style-type: none">• Réduction du bruit généré en utilisant des machines et des procédés de travail peu ou moins bruyants.• Entretien régulier des machines.• Utiliser des matériaux avec une forte capacité interne à amortir le bruit.• Porter les EPI (casques anti-bruit, bouchons d'oreilles etc..)

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

CHAPITRE IV - RENSEIGNEMENTS DE SANTÉ ET DE SECOURS**A) Préambule**

La réglementation (Article 4224-15) nous pousse à avoir 5% du personnel du chantier sauveteur secouriste du travail

Les secouristes devront être formés et recyclés depuis au moins 1 an ; ils doivent être clairement identifiables.

Chaque entreprise devra avoir sa propre trousse de premiers secours à jour.

L'accès au site où se situe l'opération devra rester en permanence libre pour permettre les secours extérieurs d'intervenir en cas d'urgence

Les consignes de sécurité et les numéros d'appels seront affichés au niveau de la base vie.

Toutes les consignes prises pour cette opération en terme de secours devront apparaître dans le PPSPS de chaque entreprise

Il n'a pas été prévu de pharmacie collective sur cette opération.

Le système de communication sera le téléphone fixe mis à disposition des entreprises au niveau de la base vie, ou si le maître d'ouvrage l'autorise, le téléphone portable sera autorisé en fonction de la disponibilité des réseaux.

Un point de rencontre sera matérialisé pour l'évacuation des blessés.

L'objectif premier est de tout mettre en place pour apporter les premiers secours et favoriser l'arrivée des secours extérieurs le plus rapidement possible.

En cas de travailleur isolé, un dispositif « homme mort » devra être mis en place.

B) Prévention des risques et maladies professionnelles

Dispositions communes : Le choix du mode opératoire et des produits utilisés doit limiter les nuisances telles que le bruit, les vibrations, les gaz etc...

Les bruits Art 4323-91 du code du travail : Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les activités de travail générant un niveau sonore supérieur à 85 dB (A). Elles devront garantir la sécurité de leur personnel.

Utilisations des colles et résines : Les risques devront être clairement précisés dans le PPSPS.

Les mesures de prévention devront être précisées dans le PPSPS des entreprises concernées.

Protections des risques de Tétanos : Le personnel affecté sur le chantier devra être vacciné contre le tétanos.

Nota : Cancérogènes et principales activités du BTP : Une attention particulière sera portée sur les postes de travail pouvant engendrer des maladies C.M.R (Cancérogènes, Mutagènes et Toxiques pour la reproduction)

En effet, certains travaux comme cités ci-après peuvent provoquer certaines maladies comme :

Gros œuvre : Maçons/manœuvres (application des huiles de démoulage, ponçage, marteau-piqueur

Conducteur véhicule et engins TP : Gaz d'échappement des moteurs

TP : Manœuvres / maçons à l'extérieur : rayonnement solaire, fortes chaleurs : goudronneurs : Goudrons de houille, enrobés spéciaux, anti-kérosène.

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DRÔME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

Cette fiche est à compléter et doit être affichée par le lot Gros Œuvre ou par l'entreprise mandataire.

EN CAS D'ACCIDENT

Appel 18 ou 112 (Portable)

**ICI CHANTIER : Construction de 12 logements collectifs à Bouchet
rue du Coudair
26790 BOUCHET**

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT	Par exemple : Eboulement, Asphyxie, Chute... Et la position du blessé : "le blessé est sur le toit, il est au sol / dans une fouille ..." Et s'il y a nécessité de dégagement
SIGNELEZ LE NOMBRE DES BLESSES ET LEUR ÉTAT	Par exemple : "trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas"
FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS	Envoyez quelqu'un à ce point pour guider le secours
NE PAS RACCROCHER LE PREMIER	Faites répéter le message

A PRÉVENIR

Organisme	Coordonnées
OPPBTP	Tel : 04 76 46 92 68
CARSAT DROME ARDECHE	Tel : 04 75 83 91 40
DDETS uc2 section 4	Tel : 04 26 52 68 00

NUMÉROS UTILES POUR L'ENCADREMENT

Secours	Coordonnées
CLINIQUE KENEDY - SOS MAINS	Tel : 04 75 00 35 00

CENTRE HOSPITALIER	Tel : 00 00 00 00 00	Urgences 15
MÉDECIN GÉNÉRALISTE de proximité	Adresse : Cabinet médical Pradier	Tél : 04 75 49 88 77
OPHTALMOLOGISTE de proximité	Adresse : Pôle médical des Cèdres à Bollène	Tél : 04 8 70 03 45
AFFICHAGE PERMANENT SUR CHANTIER		

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME
Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr
Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

CHAPITRE V - MODALITÉ DE COOPÉRATION ; ARTICLE R 4532-6

A) Préambule

Afin de mieux appréhender l'opération, il sera demandé à chaque entreprise de désigner une personne référente pour assurer et faire respecter les règles de sécurité sur cette opération car l'intervention du coordonnateur ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité de santé vis-à-vis du personnel des entreprises.

Pour cela une inspection commune sera réalisée avant chaque intervention sur le chantier avec l'entreprise quel que soit son rang.

Le contenu du PPSPS de chaque entreprise devra comporter au moins 4 rubriques et cela pour répondre à la réglementation.

1. Enseignements généraux,
2. Disposition en matière de secours et d'évacuation,
3. Conditions de travail et des locaux destinés au personnel,
4. Disposition de sécurité et de protections de la santé.

Il sera demandé également que le PPSPS soit spécifique à l'affaire et comporte notamment des modes opératoires en fonction des tâches à réaliser.

En ce qui concerne la sous traitance, la déclaration devra être réalisée dans les temps réglementaires. Le coordonnateur SPS ne doit pas être mis devant le fait accompli. Idem pour les travailleurs indépendants.

RAPPEL : le maître d'ouvrage doit assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission.

Tâches	Mesures de coordinations à la charge de chaque entreprise.
Contenu et rôle du PPSPS	<p>Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise intervenante (titulaire, cotraitant ou sous-traitant) doit remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé. (PPSPS) Voir Mémo pratique de l'OPPBTP en annexe.</p> <p>Rôle du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)</p> <p>Le PPSPS devra être conforme aux dispositions de l'article R 4532-63, R 4532-66 à 74 du code du travail.</p> <p>Le PPSPS est un outil de travail du chantier. Il indique de manière détaillée toutes les dispositions et toutes les mesures relatives à la sécurité et à la protection de la santé des personnes pour tous les travaux que l'entrepreneur va exécuter. Il doit être établi, en tenant compte des données générales et particulières contenues dans :</p> <ul style="list-style-type: none">• Le Plan Général de Coordination SPS,• Les pièces contractuelles du marché, <p>Chaque procédure d'exécution contiendra un chapitre sur la sécurité. Il identifiera les risques encourus pour réaliser la tâche et les moyens pour se protéger. Toutes décisions de changements de méthode dans la réalisation d'une tâche doivent être accompagnées d'une nouvelle procédure d'exécution et d'un additif au PPSPS. Ces documents devront être validés par le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.</p>

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

Diffusion du PPSPS	<p>Le PPSPS doit être conforme aux articles R.4532-56 à 74</p> <p>L'entrepreneur dispose de trente jours à compter de la notification du marché par le Maître de l'Ouvrage pour établir et remettre leur PPSPS au Coordonnateur SPS.</p> <p>Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé peut être consulté pour avis, avant toute intervention sur le chantier, par le médecin du travail ainsi que par les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (ou, à défaut, les délégués du personnel) de l'entreprise.</p> <p>L'entrepreneur chargé du marché principal de travaux, ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers adresse aux organismes officiels de prévention (Inspecteur du Travail, CRAM, OPPBTP), avant toute intervention sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé auquel sont joints les avis cités ci-dessus, s'ils ont déjà été donnés.</p> <p>Dans le cas contraire ces avis seront transmis par l'entrepreneur dès qu'il en est saisi.</p>
Evolution du PPSPS	<p>Un exemplaire à jour du plan particulier de sécurité et de protection de la santé est tenu en permanence sur le chantier. Cet exemplaire peut être consulté par les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel, le médecin du travail, l'inspecteur du travail, le représentant du service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels et l'agent du comité de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.</p> <p>Au cours du déroulement du chantier, certaines mesures initialement prévues par l'entrepreneur peuvent s'avérer insuffisantes, inapplicables ou remplaçables par d'autres mesures. Dans ce cas, l'entrepreneur devra indiquer dans un additif à son PPS, les dispositions de sécurité d'une efficacité au moins équivalente qui seront mises en œuvre. Ces substitutions seront portées à la connaissance du Coordonnateur SPS ainsi qu'aux autres destinataires du PPS (organismes de prévention, utilisateurs, etc...).</p>
Sous-traitant	<p>L'entrepreneur qui fait exécuter en tout ou partie, le contrat conclu avec le Maître de l'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, remet à ceux-ci un exemplaire du Plan Général de Coordination et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la Sécurité et la Santé des travailleurs. L'entrepreneur communique au coordonnateur SPS la liste des tâches qu'il envisage de sous-traiter et les coordonnées des entreprises retenues de façon à ce qu'elles soient convoquées à l'inspection commune.</p> <p>Le sous-traitant est tenu d'établir un PPSPS quelle que soit la nature, l'importance et la durée de son intervention. Un PPSPS simplifié sera admis dans certains cas pour des travaux simples et / ou de faible importance.</p> <p>Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration de son PPSPS des informations fournies par l'entrepreneur ainsi que des dispositions contenues dans le PGC. Le sous-traitant doit être connu assez tôt pour disposer d'un délai suffisant à l'élaboration de son PPSPS.</p>
Emploi du personnel intérimaire	<p>Les entreprises employant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné, en particulier le travail en hauteur et le port de charges lourdes) • L'intéressé est en règle au point de vue du cadre du travail et de séjour, • Le personnel a subi la formation de la sécurité,

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

PGCSPS Catégorie 2

Construction de 12 logements collectifs à Bouchet - N° du Dossier : 2024018

- | | |
|--|--|
| | <ul style="list-style-type: none">Le personnel intérimaire justifiera des pièces de contrôle sous le nom de l'entreprise utilisatrice. |
|--|--|

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

CHAPITRE VI - COLLÈGE INTERENTREPRISES DE SÉCURITÉ, DE SANTÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Sans objet.

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €

CHAPITRE VII - ANNEXES

A) Liste des annexes

B) Liste des entreprises dès que retenues

C) Trame du PPSPS

ATTEST

26 RUE DE BOMPARD, - 26250 LIVRON-SUR-DROME

Tel : 06 71 34 07 02 - Mobile : - Mail : contact@attest-expertise.fr

Siret 87982465400013 - Siren - APE 7490A - SASU au capital de 1000 €